

L'Iran d'aujourd'hui

Yann Richard

Professeur à l'université Paris III- Sorbonne Nouvelle

Un pays d'ancienne culture peut-il devenir en quelques années un épouvantail aussi défiguré par les médias occidentaux que l'Iran ? Les facteurs de changement social et culturel, effectivement très dynamiques se heurtent à des ingérences étrangères au siècle dernier qui peuvent expliquer le renversement. L'Iran devient menaçant dès qu'il n'est plus soumis. Mais les facteurs d'inertie demeurent : les grandes secousses sociales et politiques sont-elles révolues ? Comment percevoir aujourd'hui, sous les tchadors et les slogans de la République islamique, la richesse du patrimoine persan ?

La difficile construction de l'identité iranienne

Iran, Perse : deux vocables pour une même réalité. Les Iraniens avaient toujours appelé leur pays Iran alors qu'en 1935 le souverain modernisateur Reza shah qui règne de 1925 à 1941 a demandé aux Occidentaux de ne plus employer le nom traditionnel « la Perse », qui faisait trop vieux pour un pays du XXe siècle. Le nom change, les hommes restent.

Les frontières du pays sont issues d'une domination ancienne des Iraniens sur le plateau continental et montagneux situé entre la mer Caspienne et le golfe Persique. À l'époque safavide (XVIe-XVIIIe siècles), cette domination a été étendue à la Mésopotamie et au Caucase, perdant à la même époque, à cause du clivage entre islam chiite et sunnite son influence sur l'Asie centrale et l'Afghanistan, qui restent marqués par la culture persane.

À l'intérieur des frontières actuelles, amputées du Caucase en 1828 par le traité de Torkmantchaï avec la Russie et de Herat en 1857 par le traité de Paris avec l'Angleterre, l'unité ethnique est loin d'être réalisée, bien qu'elle soit un enjeu national. Les crises de 1946, pendant lesquelles les provinces de l'Azerbaïdjan – capitale Tabriz – et du Kurdistan – capitale Mahabad – ont tenté de se constituer en républiques autonomes soutenues par l'URSS, ont laissé des traumatismes dans l'esprit des Iraniens. La guerre de 1980-1988 entre l'Irak et l'Iran, improprement appelée à l'époque « guerre du Golfe », a été déclenchée par l'Irak sous prétexte d'une revendication territoriale sur l'Arabistan, appelé par les Iraniens Khouzistan, une province arabophone de l'Iran qui jouxte l'Irak à l'est de la Mésopotamie et où d'immenses ressources en pétrole continuent d'être exploitées depuis près d'un siècle. Un autre terrain de conflit, plus symbolique que stratégique aujourd'hui, est la domination iranienne depuis 1971 sur trois îlots du golfe Persique, dans une zone très sensible pour l'exportation du pétrole. Le shah les avait occupés militairement après le départ des Britanniques, et aujourd'hui, malgré leur faible valeur militaire, du fait des missiles à longue portée, leur abandon serait vécu comme un déchirement national. L'unité nationale encore fragile ne supporterait pas des amputations de territoire.

Les brassages de population depuis l'exode rural et l'urbanisation massive du pays ont contribué à atténuer les revendications centrifuges des minorités et à réaliser le rêve d'une nation homogène. La langue persane, qui n'est dominante traditionnellement que sur un peu plus de la moitié du pays, a fait récemment des progrès spectaculaires dans les villages les plus reculés : les grands programmes d'alphabétisation commencés du temps du shah parviennent à scolariser la totalité des enfants, garçons et filles, leur assurant un minimum d'instruction et de connaissances en persan. Les langues régionales ou des minorités religieuses, comme les Arméniens, sont autorisées pour un complément facultatif à côté de la langue nationale.

Un des problèmes causés par l'intégration des minorités ethniques est l'attraction culturelle et économique des pays voisins : les Azarbaïdjanais, les Turkmènes, les Kurdes, les arabophones, les Baloutches... sont voisins de peuples avec lesquels ils sont parfois tentés de se rapprocher plus qu'avec Téhéran. Du fait de ce danger potentiel, l'Iran continue à suivre une politique régionale réaliste pour le maintien des frontières existantes. On l'a notamment constaté lors du conflit entre l'Irak et le Koweït (1990-1991), improprement appelé, lui aussi « guerre du Golfe » : l'Iran n'a pas poussé, comme il aurait pu le faire, au démantèlement de l'Irak, son voisin hétéroclite, dans lequel une république chiite au sud aurait pu déjà se profiler, car le maintien du statu quo est la meilleure garantie de sa tranquillité.

La mosaïque ethnique iranienne se double d'un autre clivage, celui du nomadisme, une donnée ancienne dans un pays qui offre d'immenses territoires de montagne, en été, comme pâturage idéal pour des pasteurs qui mènent leurs troupeaux en hiver à des distances de plusieurs centaines de kilomètres. Le nomadisme avait été valorisé par les Qâjârs, une ethnie de pasteurs turcophones qui contrôlèrent le pays du XIXe au milieu du XXe siècle. Depuis la chute de cette dynastie (1925), les réformateurs Pahlavi n'ont plus juré que par la sédentarisation. Le nouveau modèle, à l'instar des sociétés européennes dont les Iraniens essayaient de copier les institutions pour entrer plus vite dans la modernité, consistait à bâtir et à cultiver. Les tentes noires en poil de chèvre et les caravanes de chameaux appartenaient au passé, incompatible avec la modernisation et l'urbanisation. En 2002 le problème des nomades s'est résolu de manière assez réaliste : il n'y a plus de révoltes ni de répression violente, plus de troupeaux arrêtés par l'armée lors de leur transhumance. Celle-ci s'opère encore mais souvent à l'aide de camions, et si la population nomade garde une importance numérique notable, plus d'un million de personnes, elle ne représente plus qu'environ 2,5 % de la population totale. Le nomade sous sa tente n'est plus ressenti comme un élément menaçant ni honteux aujourd'hui, mais comme un vestige folklorique, bon pour rêver.

Identité historique de l'Iran moderne

Les deux dernières monarchies iraniennes se sont effondrées sans susciter de regrets : les Qâjârs, en 1925, après cent quarante-cinq ans de pouvoir, les Pahlavi, en 1979, après seulement cinquante-quatre ans de règne. Ainsi disparaissait ce que le dernier shah, Mohammad-Reza Pahlavi (1941-1979), mort en exil en Égypte à soixante et un ans, avait osé célébrer, malgré les ruptures et les intermèdes de domination étrangère, comme une apothéose pour son règne, « deux mille cinq cents ans d'Empire perse ». Le shah avait sans doute raison, du point de vue iranien : c'est bien une culture continue plus que deux fois millénaire que les Iraniens d'aujourd'hui ont conscience de porter. Ni les Arabes, ni les Turcs – leurs voisins – ni bien sûr les Européens ou les Américains ne peuvent ici rivaliser. Que cette illusion nationaliste soit fondée ou non, ce qui compte est le sentiment d'une grande permanence. Et plus que les symboles archéologiques manipulés (Persépolis, Suse, Pasargade, Ispahan...) l'islam et la langue persane consolident la stabilité de l'identité iranienne.

Les Arabes, arrivés en quelques années à bout de l'empire sassanide, n'ont fait que dominer politiquement un pays qui s'est progressivement converti (VIIe – IXe siècles). C'est seulement au XVIIe siècle, sous les Safavides, que la Perse est devenue chiite. Aujourd'hui les Iraniens sont plus *chiites* que musulmans, non que les deux appartenances ne soient pas compatibles, mais parce que la sensibilité chiite, marquée par le dolorisme et par l'extériorisation du culte rendu aux douze imams martyrs de la bonne cause, par la valorisation de l'intercession auprès des imams et de leurs descendants, par le magistère doctrinal conféré au clergé, les *ayatollah*... donne parfois l'impression qu'il s'agit d'une religion très différente du rigorisme des wahhabites d'Arabie ou du sunnisme d'Al-Azhar. Le chiisme ne représente que 85 % de la population iranienne, car beaucoup de Kurdes, d'Arabes, de Baloutches, de Turkmènes iraniens sont de confession sunnite, mais il est symboliquement écrasant. Ni la Constitution parlementariste de 1906-1907 ni celle de la République islamique n'ont accepté l'égalité totale entre les citoyens chiites et les autres – fussent-ils sunnites. Tous les Iraniens sont égaux devant la loi, y compris les non-musulmans, mais les chiites sont plus égaux que les autres !

Malgré l'inévitable désaffection des Iraniens de 2002 pour l'idéologie révolutionnaire, résultat d'un matraquage sermoneux et de la confiscation du pouvoir par le clergé, le caractère musulman de la culture iranienne n'est pas remis en question. De multiples voies s'ouvrent en effet à ceux qui veulent garder leur croyance sans faire allégeance au pouvoir : l'adhésion au soufisme, à de multiples formes de mystique où l'on peut oublier les contingences ; le repli vers une religiosité privée, pratiquée chez soi, sans manifestations publiques ; ou encore l'investissement symbolique dans la célébration du martyr de l'imam Hossein, celui qui a donné sa vie pour une cause, le héros juste et persécuté. La culture quotidienne des Iraniens, avec laquelle la République islamique les a réconciliés, est pétrie de ces références religieuses, de ces pratiques culturelles et expiatoires que la modernité ne pourra jamais remplacer.

La langue persane est la deuxième colonne du temple national : c'est elle qui a permis de faire passer l'héritage de la Perse ancienne vers la culture islamique ; c'est elle qui unit vraiment les Iraniens, c'est elle qui les représente le mieux à l'étranger comme une persanophonie triomphante. Par la langue, une littérature immense et de très haute qualité s'est développée depuis le Xe siècle et continue à créer des chefs-d'œuvre. On lit toujours des poètes du XIe siècle comme Firdousi, *Le livre des Rois*, mais on écrit des œuvres qui s'affranchissent à chaque époque de certaines règles du passé. Le persan littéraire d'aujourd'hui s'enrichit de langue parlée, de vocabulaire régional, de tournures familières inconnues des grands auteurs classiques : sans rompre avec l'héritage, il innove audacieusement. On pourrait dire que le cinéma iranien, merveilleusement développé depuis la révolution du fait de l'absence de concurrence des films occidentaux qui furent soudain interdits, est une manifestation en image de cette poésie symbolique et anti-hollywoodienne.

Identité violée et révolte chronique

Les Iraniens sont en relation conflictuelle avec leur pouvoir politique, dont ils ne cessent de dire en l'absence de toute vraisemblance qu'il a été installé par les puissances étrangères, alors qu'il est venu porté en triomphe par des foules enthousiastes ; ils sont également en relation conflictuelle avec leurs voisins et avec les grandes puissances. Le monde entier semble ligué contre Téhéran. En même temps, les Iraniens, que tous les étrangers disent accueillants, sont fascinés par le modèle américain qu'ils tentent maladroitement de reproduire dans leur urbanisme et dans leurs modes de vie. Et quand ils peuvent envoyer leurs enfants à l'étranger poursuivre leurs études ou réaliser le rêve de faire fortune au loin, c'est d'abord les États-Unis, la Californie, le MIT avant la Sorbonne ou Oxford. Enfin les antennes paraboliques, périodiquement pourchassées, fleurissent sous des tchadors sur les terrasses des villes iraniennes, elles ne sont que l'aspect le plus superficiel d'une culture moderne en quête permanente de dialogue avec la modernité, avec la littérature et la philosophie des autres pays, avec les autres religions.

Cette ambivalence, cette paranoïa du complot universel, qui est un peu l'arme d'autodéfense psychologique d'un peuple fier mais affaibli, les Iraniens en trouvent la justification dans les leçons du passé. Le XIXe siècle a été une suite d'humiliations, commençant par deux guerres catastrophiques avec les Russes et le traité de Torkmantchaï (1828) : la Perse non seulement perdait le Caucase, mais elle cédait surtout aux Russes d'abord, puis par étapes à tous les Européens, les « droits capitulaires ». Déjà imposées aux Ottomans, ces capitulations permettaient aux non-musulmans d'être jugés en cas de besoin devant une juridiction de leur consulat, échappant non seulement aux tribunaux musulmans qui auraient été défavorables aux chrétiens, mais aussi aux multiples taxes et péages qui alourdissaient les charges des commerçants persans.

La deuxième moitié du XIXe siècle vit la pénétration étrangère s'accroître en profitant des besoins financiers de Nâseroddin shah, qu'il assouvissait en vendant par monopoles entiers les richesses connues ou encore à prospecter de son pays : chemins de fer, mines, irrigation, banques, projets industriels et agricoles ; en 1890, le tabac, dont le monopole vendu à une société britannique entraîna une révolte générale et un boycottage devant lequel le roi dut reculer en s'endettant à nouveau pour rembourser la compagnie ; en 1901, le pétrole est accordé à William Knox d'Arcy, qui trouva seulement en 1908 des gisements rentables, au moment où ses finances commençaient à lui faire défaut. En 1900, c'est aux Français d'emporter le monopole des fouilles archéologiques dans toute la Perse...

Deux occupations traumatisantes, l'une pendant la première guerre mondiale, des Russes (jusqu'en 1917) et des Ottomans, l'autre pendant la deuxième guerre mondiale, des Soviétiques et des Anglais, ont laissé aux Iraniens le goût amer de la soumission militaire et des humiliations que l'absence de colonisation directe leur avait pourtant épargné jusqu'alors. Mais c'est la chute du gouvernement populaire du « docteur » Mosaddeq, en 1953, qui les blessa le plus. Alors qu'une grande unanimité nationale s'était manifestée autour de Mosaddeq, devenu Premier ministre en 1951, pour mettre en œuvre la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company, il fallut que le boycottage international et l'affaiblissement économique du pays apportent aux Américains le terrain favorable pour un coup d'État organisé depuis Londres et surtout Washington. Le shah revenait d'un bref exil, mais c'était dans les fourgons de l'étranger.

Les révoltes, locales ou nationales, ont souvent fait reculer le pouvoir qui cherchait à diviser le clergé ou les différentes catégories sociales pour que la nation n'arrive pas à s'exprimer. En différentes occasions : 1891, lors de la révolte contre la régie des tabacs ; 1906, pour la constitution d'un régime de monarchie parlementaire, 1951, pour la nationalisation du pétrole... et enfin en 1979 dans la Révolution « islamique », les Iraniens furent unis contre l'oppression. Mais leur succès était presque toujours détourné par des intérêts oligarchiques ou par la monarchie, de sorte que la frustration reprenait de plus belle.

Richesse économique et faiblesses politiques

Les Iraniens mangent du riz américain et de la viande néo-zélandaise grâce aux richesses pétrolières. La prospérité immense entrevue après 1973 et brutalement arrêtée avait laissé à de riches négociants musulmans la possibilité de financer la révolution en 1978-1979. La désorganisation économique aujourd'hui empêche une véritable reprise : ni la production pétrolière, ni les prix fluctuants de l'or noir, ni la forte augmentation démographique, désormais jugulée, n'ont permis de compenser les désordres dus à la guerre avec l'Irak et à la révolution. Les ressources sont là, mais la prospérité ne revient pas pour la plupart des Iraniens.

Quant à l'agriculture, qui a cessé de faire vivre de nombreux exilés intérieurs, partis dans les banlieues sordides où la promiscuité détruit ce qui restait d'espoir, elle jouit d'une denrée

précieuse, présente dans le sous-sol et sur les montagnes : l'eau. Au prix de risques écologiques majeurs tels que la déforestation, l'érosion, l'utilisation d'engrais chimiques, le paysage agricole iranien passe souvent de l'aspect désuet des villages de pisé à celui, déshumanisé, d'immenses domaines mécanisés. L'eau n'est jamais suffisante et les déserts font encore rêver les technocrates. Le salut de l'Iran ne viendra sans doute ni du pétrole ni de l'agriculture, mais de l'industrie, qui demande une amélioration de toute la structure administrative.

Les Iraniens ont prouvé, en mettant au pouvoir un guide inamovible, que l'idée monarchiste ne les avait pas totalement abandonnés. Ils aspirent davantage aujourd'hui à la laïcité et à la liberté au sens moderne, après avoir vécu des années de pouvoir clérical populiste. Leur ouverture sur l'étranger n'exclut pas le maintien d'une forte tradition religieuse. Ces contradictions aboutissent à des formes de vie politique étonnantes dans un pays qui n'avait jamais connu de véritable pouvoir parlementaire : les journaux critiquent et subissent la censure, les députés dénoncent et sont menacés, les intellectuels revendiquent et vont en prison. La vie continue. C'est un merveilleux laboratoire de sciences sociales.

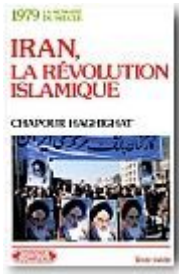
Ni la solidarité islamique avec la Palestine ni l'iranocentrisme face aux ingérences américaines dans la région ne vont s'affaiblir dans les années qui viennent. Les formes politiques peuvent évoluer, le peuple de Perse reste fier de son identité.

Yann Richard

Décembre 2009

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



1979, Iran, la révolution islamique
Chapour Haghigat
La Mémoire du siècle
Complexe, Bruxelles, 1996



Iran : Comment sortir d'une révolution religieuse
Farhad Khosrokhavar et Olivier Roy
Seuil, Paris, 1999